

Marché de fournitures



MARCHE DE L'ETAT
N° 2015-R01

Règlement de Consultation

Pouvoir Adjudicateur (PA) :

UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE
Présidence – Service de la commande publique
3, rue des Archives - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3

Objet :

La fourniture, la livraison, l'installation d'un automate d'extraction d'ADN , des réactifs et consommables nécessaires au kit de démarrage et la mise en service de cet automate.

- ordonnance n°2005-649 du 6 Juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics (article 12).
- Du décret n°2005-1742 du 30 Décembre 2005 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 Juin 2005 (articles 28 et 29).
- Du décret n°2007-590 du 25 Avril 2007 fixant les règles applicables aux marchés passés par les établissements publics mentionnés au 5° du I de l'article 3 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 Juin 2005.

Date et heure limite de remise des offres : **le mardi 28 avril 2015 mars à 12 heures 00.**
Fin des questions : le mardi 24 mars 2015 16h00

REGLEMENT DE CONSULTATION SOMMAIRE

Pages.

<u>ARTICLE 1. ACHETEUR PUBLIC.....</u>	
<u>ARTICLE 2. OBJET.</u>	
<u>ARTICLE 3. DECOMPOSITION EN LOTS.....</u>	
<u>ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION.....</u>	
<u>ARTICLE 5. PROCEDURE DE CONSULTATION – NATURE DU CONTRAT.....</u>	
<u>ARTICLE 6. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE – CLASSIFICATION CPV.....</u>	
<u>ARTICLE 7. NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE.....</u>	
<u>ARTICLE 8. DUREE.....</u>	
<u>ARTICLE 9. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES.....</u>	
<u>ARTICLE 10. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....</u>	
<u>ARTICLE 11. MODE DE REGLEMENT.....</u>	
<u>ARTICLE 12. OBTENTION DU DOSSIER - TRANSMISSION DES OFFRES.....</u>	
<u>ARTICLE 13. PRESENTATION DES RÉPONSES.....</u>	
<u>A – Informations relatives à la candidature :.....</u>	
<u>B – Informations relatives à l'offre :</u>	
<u>ARTICLE 14. JUGEMENT DES OFFRES.....</u>	
<u>ARTICLE 15. RECOURS.....</u>	
<u>ARTICLE 16. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</u>	
<u>ARTICLE 17. DISPOSITIONS DIVERSES.....</u>	

REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 1. ACHETEUR PUBLIC.

**UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE,
Pouvoir Adjudicateur (PA) représenté par son Président,
Présidence - Service de la commande publique – Bureau B011
3, rue des Archives - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3
Tél. : 02 98 01 60 11 - 02 98 01 60 10
Fax : 02 98 01 60 01
Mèl : Service.Marches@univ-brest.fr
URL : <http://www.univ-brest.fr/> , rubrique « Achats Publics »**

L'UBO est un Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

ARTICLE 2. OBJET.

Le présent marché a pour objet :

La fourniture, la livraison, l'installation d'un automate d'extraction d'ADN , des réactifs et consommables nécessaires au kit de démarrage et sa mise en service.

ARTICLE 3. DECOMPOSITION EN LOTS.

Le présent marché se compose d'un lot.

ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION.

L'appareil est livré au centre d'investigation Clinique (CIC) du pôle 1 au *CHRU de Brest « Hôpital de la cavale blanche »*.

ARTICLE 5. PROCEDURE DE CONSULTATION – NATURE DU CONTRAT.

Le présent marché est passé conformément à l'ordonnance n°2005-649 du 6 Juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics (article 12).

ARTICLE 6. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE – CLASSIFICATION CPV.

- 331000000-1 Equipements médicaux.

ARTICLE 7. NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE.

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Dans cette hypothèse, la répartition détaillée doit figurer dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 8. DUREE.

Le marché est passé pour la durée précisée par le candidat dans son offre et validée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES.

Les offres devront être transmises au Service de la commande publique , Bureau B011 RDC , Université de Bretagne Occidentale, 3 Rue des Archives, , C.S. 93837, 29238 BREST CEDEX 3, par lettre recommandée ou par tout autre moyen susceptible de mentionner l'heure exacte de réception, ou remises au service contre récépissé, ou transmises par voie électronique à l'adresse indiquée plus bas dans le cadre d'une offre dématérialisée, au plus tard :

- **Le mardi 28 avril 2015 à 12 heures 00.**

ARTICLE 10. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.

La validité des offres est de : **90 jours** ouverts à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 11. MODE DE REGLEMENT.

Le mode de paiement choisi par l'Université de Bretagne Occidentale est le virement administratif.

ARTICLE 12. OBTENTION DU DOSSIER - TRANSMISSION DES OFFRES

12.1 – Obtention du dossier :

La consultation dans son ensemble et les différentes pièces qui la composent (dossier de consultation, **candidatures et offres sont rédigées en français.**

Les pièces du dossier de consultation sont disponibles **gratuitement** sur le profil acheteur de l'université. Celui-ci est accessible soit à partir du site de l'université : www.univ-brest.fr, rubrique « achats publics » soit à partir de l'adresse indiquée au paragraphe suivant.

Le dossier de consultation est téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2015_9Yf9xhhROW (n° de référence : 2015-R01).

Pour ce faire, les entreprises devront également renseigner un formulaire d'identification mentionnant notamment le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier l'envoi d'éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications). Les entreprises peuvent aussi prendre connaissance du dossier de consultation de manière anonyme. Toutefois dans ce cas elles ne pourront être informées des éventuelles modifications intervenues au cours de la consultation.

La liste exhaustive des formats de fichiers autorisés pour la transmission électronique des fichiers du dossier de consultation est la suivante : .zip, .pdf, .doc et .xls, ainsi que les fichiers de type ODF (.odt et .ods). Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) seront autorisés (niveaux ** et *** RGS ou équivalents). Les candidatures et offres signées à partir d'un certificat de signature PRIS V1 ne seront plus acceptées.

N.B. : le retrait des documents électroniques n'oblige pas le soumissionnaire à déposer électroniquement son offre et inversement.

12.2 – Transmission sous forme papier :

Les soumissionnaires transmettent leur offre sous enveloppe fermée. Cette enveloppe porte l'indication de la consultation à laquelle elle se rapporte : **"2015-R01"**. Une étiquette adresse incluse dans le dossier contient toutes les mentions utiles pour l'expédition.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus (article 8) ainsi que ceux remis sous enveloppe non fermée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés aux soumissionnaires concernés.

La langue devant être utilisée dans les correspondances et l'offre : **le français.**

12.3 – Transmission sous forme numérique :

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : www.achatpublic.com.

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2015_9Yf9xhhROw

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Pour les candidats qui souhaiteraient envoyer leur dossier sous forme dématérialisée, la transmission des candidatures et des offres par voie électronique s'effectue dans les conditions définies par l'article 56 du Code des marchés publics relatif aux communications et échanges d'informations par voie électronique.

Ainsi, les candidatures et les offres transmises par voie électronique doivent être envoyées dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat.

Conformément à l'arrêté du 18 janvier 2012 et en application du décret n°2010-112, seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) seront autorisés (niveaux ** et *** RGS ou équivalent). Les candidatures et offres signées à partir d'un certificat de signature PRIS V1 ne seront plus acceptées.

ATTENTION : L'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours. Un défaut de signature électronique entraîne le rejet automatique de l'offre. Ce certificat électronique doit être associé à une personne dûment habilitée à engager la société du candidat. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique. L'attention des candidats est attirée sur le fait que chaque pièce pour laquelle la signature est requise doit être signée électroniquement. **La signature d'un fichier ZIP ne vaut pas signature des pièces qu'il contient.** En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

La transmission des candidatures et des offres fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique de la part de la personne publique.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique peut faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. La version de l'anti-virus utilisée lors de l'ouverture des plis par la personne publique est la suivante : Mc Afee VirusScan 7.5.

L'adresse de transmission électronique des plis sera transmise à tous les candidats en cours de procédure.

Une aide technique à l'utilisation de la salle des marchés est disponible sur le site http://www.achatpublic.com/accueil/telechargement/SDM/EMANUELS/V8_5_AOO_ent_20070226.pdf. Les documents mis à disposition se composent du manuel d'utilisation, des conditions générales d'utilisation et des pré-requis techniques. Ces documents décrivant l'utilisation de la salle des marchés d'Achatpublic.com font partie intégrante du règlement de la consultation.

Seuls seront ouverts les plis reçus dans les conditions prévues ci-dessus au plus tard le :

Mardi 28 avril 2015 à 12h00

La transmission des plis s'effectue à l'adresse suivante :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2015_9Yf9xhhROw

(N° de référence : 2015-R01).

N.B. : en application des dispositions de l'article 56 du code de la commande publique publics et de l'arrêté NOR : ECEM0929046A, le candidat qui effectue une transmission électronique peut, à titre de copie de sauvegarde, transmettre une copie sur support papier ou sur support numérique. Cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres. Elle ne sera ouverte que s'il y a impossibilité d'accéder à l'offre dématérialisée.

ARTICLE 13. PRESENTATION DES RÉPONSES.

La totalité des pièces constituant le dossier sont transmises dans une seule et même enveloppe, que la transmission des documents se fasse en version papier ou dématérialisée. Toutefois les documents concernant l'**offre** ne sont analysés que si les éléments relatifs à la **candidature** sont déclarés recevables.

A – Informations relatives à la candidature :

Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature.

A.1 - La lettre de candidature (valant, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses cotraitants) **dûment complétée et signée par la personne habilitée à engager l'entreprise** (DC1)

- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2) complété.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

A.2 - *déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices ;*

A.3 - *déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;*

A.4 - *présentation d'une liste des principales fournitures de même nature que le marché 2015-R01 au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ;*

A.5 - *certificats de qualifications professionnelles des entreprises. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen.*

Les pièces A.1 à A.5 peuvent être jointes aux imprimés DC1 et DC2.

B – Informations relatives à l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- un acte d'engagement ci-joint à compléter, dater et signer par le représentant qualifié du candidat, ou des candidats en cas de groupement ;
- L'offre technique et financière du candidat et le fichier excel « simulation de coûts » à compléter ;
- Une documentation commerciale, technique et financière (description technique, échéancier, photographies de fournitures, tout document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre)

Le présent Règlement de Consultation (R.C.) est conservé par le soumissionnaire.

Les candidats seront avertis, s'ils sont retenus, des pièces complémentaires qu'ils seront amenés à fournir et des délais à respecter avant de se voir attribuer le marché ou le lot de manière définitive (article 46 du code de la commande publique).

ARTICLE 14. JUGEMENT DES OFFRES

Il sera tenu compte **pour l'attribution des critères suivants, affectés d'un coefficient de pondération :**

- **offre technique : 40 % ;**
- **offre financière : 30 % ;**
- **garantie (conditions et mise en œuvre) : 10 % ;**
- **maintenance (conditions et mise en œuvre) : 10 % ;**
- **Délai de livraison : 10 % ;**

Les dossiers d'appel d'offres conformes feront l'objet d'un dépouillement et d'une analyse conformément aux critères sus indiqués.

L'Université de Bretagne Occidentale pourra demander aux candidats de préciser ou compléter la teneur de l'offre si elle le juge nécessaire. Cette demande se fera dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les candidats non retenus sont informés du rejet de leur offre dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur (lettres envoyées sur le site achat public).

ARTICLE 15. RECOURS.

1. Instance chargée des procédures de recours :

2. Organe chargé des procédures de médiation en application de l'article 127 du code de la commande publique publics :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics de Nantes - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de la Loire - Immeuble Skyline - 22 mail Pablo Picasso - 44042 NANTES cedex 1 - Tél. : 02 53 46 79 14.

3. Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

Tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 16. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

L'administration se réserve le droit d'apporter au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

En aucun cas, les candidats ne peuvent modifier d'eux-mêmes les textes du dossier de consultation sous peine de nullité de l'offre. En revanche, les candidats peuvent faire-part de leurs remarques et de leurs souhaits dans une note jointe au dossier.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir **au plus tard le mardi 24 mars 2015 16h00**, leur demande d'éclaircissement **sous forme écrite exclusivement** (de préférence par courrier électronique, ou par courrier postal, ou par fax), en identifiant obligatoirement :

- la consultation concernée ;
- l'identité et la qualité de la personne effectuant la demande, ainsi que l'adresse électronique à laquelle il lui sera répondu, si ces informations diffèrent de celles renseignées sur le profil acheteur lors du retrait du dossier ;
- le document du dossier de consultation faisant l'objet de la demande de précision ;
- la demande en elle-même, présentée de manière aussi précise que possible.

Cette demande sera transmise à l'adresse suivante :

Service de la commande publique .
U.B.O. - Présidence,
3 Rue des Archives - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3
Fax. : 02.98.01.60.01.
Courriel : Service.Marches@univ-brest.fr

Une réponse sera alors adressée dans les meilleurs délais, sous forme de courrier électronique sécurisé transmis par l'intermédiaire du profil acheteur de l'université, au candidat ayant effectué la demande, et à toutes les autres entreprises ayant retiré le dossier.

Aucune question ne pourra être posée et aucune réponse ne sera donnée en dehors du dispositif prévu ci-dessus.

ARTICLE 17. DISPOSITIONS DIVERSES.

Les soumissionnaires au présent marché sont présumés avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du présent marché et ceux s'y reportant.

Il ne sera admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne pourra en aucun cas arguer d'une erreur ou omission, de la différence d'interprétation ou de manque de renseignements, pour refuser d'exécuter sa prestation.

A Brest, le 22 février 2015